

Nouveaux Cahiers du socialisme



Coalition avenir Québec, des impasses en perspective

Bernard Rioux

Numéro 23, hiver 2020

La droite : quelles droites ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/92897ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Rioux, B. (2020). Coalition avenir Québec, des impasses en perspective. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (23), 57–64.

Coalition avenir Québec, des impasses en perspective

Bernard Rioux

Rédacteur à Presse-toi-à-gauche et militant de Québec solidaire

Les élections québécoises de 2018 ont constitué un choc pour plusieurs. Les partis dominants, le Parti québécois (PQ) et le Parti libéral du Québec (PLQ), sur la scène politique québécoise depuis des décennies, ont été radicalement affaiblis. Ces élections auront surtout révélé le caractère fragmenté de la société québécoise qui se traduit par des clivages inquiétants tant sur le plan ethnoculturel et générationnel que sur le plan idéologique (l'axe gauche-droite) et régional. Plus de cent circonscriptions ont par ailleurs élu une ou un député fédéraliste à l'Assemblée nationale alors qu'elles portaient au pouvoir la Coalition avenir Québec (CAQ), un parti qui se dit à la fois nationaliste et fédéraliste.

I. Les bases de la redéfinition du champ politique partisan

Le recul des grands partis est d'abord l'expression à la fois d'une méfiance d'une majorité d'électeurs et d'électrices envers les élites dirigeantes et d'une volonté de changement qui va à l'encontre des loyautés traditionnelles envers les organisations partisans. L'usure des vieux partis qui se sont relayés au gouvernement au cours des dernières décennies aura permis quant à elle l'émergence victorieuse de la CAQ, laquelle a su se présenter comme l'incarnation du changement.

Le PLQ au pouvoir a créé les conditions de son isolement dans la société québécoise

Les politiques néolibérales déjà mises en place par les gouvernements péquistes de Bouchard et Landry ont été systématisées par les gouvernements libéraux de Charest

et Couillard. Ces politiques faites de coupes dans les réseaux de l'éducation et de la santé, de la poursuite obsessionnelle de l'équilibre budgétaire (au mépris des services publics) et d'une fiscalité favorisant le développement des inégalités ont fini par ternir l'image du Parti libéral impliqué par ailleurs dans de nombreux scandales de corruption. Le PLQ s'est fait le défenseur des objectifs stratégiques de la bourgeoisie canadienne : soutien à une économie extractiviste, appui à la construction de pipelines pour permettre l'exportation de pétrole tiré des sables bitumineux et ouverture du Québec à l'exploitation des gaz de schiste dans la vallée du Saint-Laurent. Enfin, le PLQ a tergiversé sur la défense de la langue française et des droits nationaux du Québec à un point tel qu'il a favorisé le recul du français particulièrement dans la région de Montréal de même que l'empiètement des compétences du Québec par Ottawa, ce qui aura sans doute contribué à la perte de sa base électorale du côté de la majorité francophone.

Le Parti québécois, un parti qui s'est vidé de tout espoir d'émancipation

Désorienté par la défaite référendaire de 1995, le Parti québécois semblait irrévérablement décliner. Père du déficit zéro, Lucien Bouchard s'est fait l'apôtre de l'idée selon laquelle la souveraineté devait passer par cette « condition gagnante », écartant *de facto* toute autre initiative en faveur de la souveraineté. Ce legs sera transféré aux Landry, Boisclair, Marois, Péladeau et finalement Jean-François Lisée. L'offre politique du PQ sera de plus en plus contradictoire et forcément moins attractive : rejet de la perspective référendaire – élection après élection – ; oscillation entre des visées sociales et libérales (ou ouvertement néolibérales) sur le terrain des rapports aux classes populaires ; maintien du soutien au libre-échange bien qu'il soumette le Québec aux intérêts des multinationales ; promotion d'un nationalisme identitaire fondé sur un discours de méfiance quant aux dangers de l'immigration et à l'égard des minorités ; politique environnementale oscillant entre le soutien à l'exploitation des hydrocarbures et un capitalisme vert plus ou moins assumé.

Cette orientation incohérente a fini par vider le PQ de tout projet émancipateur poussant ce dernier à carburger à un nationalisme régressif. Comme pour le PLQ, le destin du PQ a contribué à ouvrir l'espace dans lequel le parti de François Legault a pu s'imposer.

Le lancement de la CAQ, un parti de droite fédéraliste et nationaliste

En 2009, François Legault quitte le PQ et se retire de la vie politique. À son retour sur la scène en 2011, il publie avec le financier Charles Sirois et d'autres un manifeste qui déclare que la polarisation souverainisme/fédéralisme est maintenant dépassée. Selon ces auteurs, l'incapacité de trouver une solution rassembleuse à la question nationale impose une autre voie destinée à réaliser une unité renouvelée de tous les nationalistes québécois. Legault promet alors qu'il ne tiendra jamais de référendum.

Les politiques proposées par la CAQ visent à répondre aux objectifs de la classe dominante : (a) remettre en question les acquis (universalité et gratuité des services sociaux) et privatiser des secteurs importants des services publics ; (b) faire du paiement de la dette une priorité et rétablir l'équilibre budgétaire par la réduction des dépenses sociales ; (c) affronter les « corporatistes » (s'attaquer aux droits syndicaux) ; (d) imposer une décentralisation compétitive pour mieux pressurer et contrôler les employé.e.s des divers réseaux ; (e) marginaliser la perspective de l'indépendance du Québec.

Les campagnes électorales de 2012 et de 2014 seront ainsi l'occasion pour la CAQ de séduire des électrices et des électeurs dégoûtés par les effluves de la corruption qui exhalent du Parti libéral du Québec. Ce jeune parti se présente aussi comme une carte que les affairistes veulent se donner pour remplacer un PLQ discrédité. À cet effet, François Legault sait utiliser son capital relationnel afin de mettre en orbite un discours politique « rassembleur » susceptible d'attirer de futurs aspirants. De sondage en sondage, sa coalition émerge, jusqu'en 2018, comme le foyer de ralliement des mécontents, stratégie qui finalement s'avérera efficace.

II. Un gouvernement de la droite nationaliste défenseur du fédéralisme canadien

Les élections d'octobre 2018 ont été l'occasion pour le parti de François Legault de récolter ce qu'il avait semé sur un terrain somme toute favorable. La victoire de la CAQ consolide la marginalisation du PLQ du côté fédéraliste et place Legault à la tête d'un bloc nationaliste qui s'impose contre le bloc souverainiste dirigé par un PQ moribond. Le chef de la CAQ a développé un double discours construit sur mesure pour les différentes classes. Il s'adresse d'abord à l'élite économique du Québec en lui promettant d'agir comme un ressort dans sa course à la mondialisation et à son expansion sur le marché international. Il développe de plus une orientation nationaliste chauvine sur les questions de l'immigration et promeut une laïcité identitaire qui lui permet de consolider une base électorale chez les nationalistes.

Un gouvernement au service de l'élite économique

La majorité de sa députation se recrute parmi les cadres des administrations publiques, des entreprises privées, des professionnel.le.s de la politique et des petites et moyennes entreprises (PME). Les cadres en provenance du secteur financier occupent les postes stratégiques au ministère des Finances (Éric Girard), au ministère de l'Économie et de l'Innovation (Pierre Fitzgibbon) et au Conseil du trésor (Christian Dubé). La logique de François Legault est claire. L'autorité politique doit être détenue par une minorité de riches et d'experts liés aux lobbies économiques et financiers. La classe d'affaires sera donc bien servie. Déjà, le premier ministre promet une baisse

d'impôt pour les plus riches et pour les entreprises, la privatisation de services publics et un pragmatisme manœuvrier pour faire face aux pressions des environnementalistes. Les travailleurs, les travailleuses et les employé.e.s qui forment la classe populaire, soit la vaste majorité de la population, sont totalement exclus de la députation de la CAQ.

François Legault s'est aligné sur le fédéralisme de la vaste majorité de la bourgeoisie québécoise, laquelle a abandonné toute velléité de « faire sortir l'économie québécoise des ornières de la dépendance à l'égard des métropoles étrangères¹ ». Pour cette élite économique devenue apatride, il n'est désormais plus question de se laisser guider par une orientation nationale, la mondialisation capitaliste dictant désormais l'effacement des frontières. Cela explique les différents accords de libre-échange, la recherche de créneaux d'investissement sur la scène internationale et l'ouverture plus marquée aux investissements internationaux. Lors de son premier voyage officiel à Davos, en janvier 2019, François Legault a multiplié les rencontres avec les grands patrons des multinationales (Airbus, Volvo, ABB, Suncor et IBM). Déjà bien installées au Québec, ces industries ont été invitées à investir davantage dans un Québec présenté comme une économie où les tarifs en électricité et les coûts de main-d'œuvre sont peu élevés, mais où le gouvernement se montre ouvert aux crédits d'impôt et autres aides financières directes. De passage aux États-Unis un peu plus tard, le premier ministre du Québec a réitéré son intention de faire exploser les investissements étrangers privés au Québec.

Un gouvernement qui veut faire preuve de fermeté face aux revendications syndicales et populaires

François Legault a promis durant la campagne électorale de s'attaquer au gaspillage et de couper 5000 postes dans la fonction publique. Le ministre Éric Girard nous dit que cela se fera dans les quatre prochaines années. Le premier ministre s'oppose à la hausse du salaire minimum à 15 dollars l'heure. Il dit vouloir créer des emplois bien payés, mais pas question de mieux payer les emplois existants. Il refuse toute redistribution de la richesse par une réforme qui instaurerait une fiscalité plus équitable. Le premier ministre affirme maintenant qu'il ne reculera pas devant les groupes de pression – les syndicats notamment – ou devant la mobilisation. Face au lock-out des travailleurs de l'Aluminerie de Bécancour inc. (ABI), il demande au syndicat de faire un compromis et accuse le syndicat de ne pas être « raisonnable ». François Legault avait déjà manifesté son penchant pour les grandes entreprises en soutenant Uber contre les chauffeurs de taxi.

1 François L'Italien, « Du Québec inc. au Quebec Capital », *L'Action nationale*, février 2014.

Un gouvernement qui veut donner le change sur la lutte aux changements climatiques

Absente de son discours durant la campagne électorale, la question environnementale a néanmoins rattrapé le nouveau gouvernement forcé, notamment par la mobilisation des jeunes, à prendre position. C'est dans ce contexte que la CAQ a tenu au printemps 2019 un conseil national sur l'environnement au terme duquel furent adoptées des propositions somme toute modérées. Le parti a ainsi recyclé des propositions sur les infrastructures de transport public sans pour autant abandonner son projet controversé du troisième lien à Québec. Le point d'orgue de son discours à ce conseil national fut la perspective de faire du Québec la « batterie de l'Amérique du Nord » en vendant de l'énergie propre, l'électricité, à New York, à l'Ontario et ailleurs si possible. Cela constituerait une contribution majeure à la lutte aux changements climatiques puisque, prétend François Legault, ces ventes d'électricité mèneraient à des fermetures de centrales au charbon. Dans cette foulée, le gouvernement Legault a lancé une consultation pour l'élaboration d'un plan d'électrification et de changements climatiques (PECC). Durant l'automne 2019, quatre ministres ont mené une vaste tournée du Québec pour rencontrer les leaders régionaux appelés à jouer un rôle essentiel dans l'élaboration et la mise en route de ce plan. Au début de 2020, le gouvernement Legault déposera son Plan d'électrification et de changements climatiques pour les dix prochaines années, après une consultation limitée et orientée principalement vers les dirigeants d'entreprise.

Attaché à sa réputation de « pragmatique », le premier ministre parle de réduire l'usage du pétrole tout en le remplaçant par le gaz naturel qu'il définit comme une énergie de transition. S'inscrivant dans la poursuite de la politique du gouvernement Couillard, François Legault a fait siens les plans d'Energir de favoriser l'extension du réseau de distribution du gaz naturel dans différentes régions du Québec. Non seulement il défend sans gêne une telle tromperie, mais il soutient la construction d'un gazoduc qui traverserait une bonne partie du territoire du Québec, la construction d'une usine de liquéfaction du gaz à Saguenay et d'un port voué à l'exportation de ce gaz sur les marchés mondiaux. Cette position en fait un allié du gouvernement canadien lui-même, promoteur d'un Canada « leader stratégique » de niveau mondial sur les marchés des hydrocarbures. Il sait pourtant qu'il ne peut plus soutenir, faute d'« acceptabilité sociale » – et de sa traduction au plan électoral –, la construction d'un pipeline transportant du pétrole tiré des sables bitumineux comme il l'avait fait quand il était dans l'opposition.

Sur le terrain des émissions de CO₂, le gouvernement Legault maintient la cible du gouvernement Couillard à 37,5 % sous le niveau de 1990. Son optique, complètement irréaliste, est de poursuivre sur la croissance tout en stabilisant les émissions de GES. Or, on sait que le Groupe d'experts gouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)

demande que cette cible se situe autour de 50 % pour 2030, ce qui suppose, pour l'atteindre, de laisser l'énergie fossile dans le sol. Par ailleurs, ne craignant pas les incohérences, François Legault a profité de la rencontre du Conseil de la fédération pour proposer aux premiers ministres des provinces rien de moins qu'un front commun contre la taxe carbone au nom de la défense des compétences provinciales. Or, il doit pourtant savoir que pour ses homologues de l'Ouest, l'exploitation des hydrocarbures et la vente du pétrole issu des sables bitumineux sont non négociables. Sur ces délicats dossiers que sont l'environnement et les changements climatiques, le gouvernement de la CAQ fera face, à terme, au caractère inconciliable de ses propositions, ce qui finira par altérer l'image d'un chef de gouvernement moins vert qu'il ne le prétend.

Le nationalisme identitaire de la CAQ ou l'unité du peuple par la division de la majorité populaire

L'accumulation de défaites sur le terrain de la lutte indépendantiste a créé les conditions du développement d'un nationalisme identitaire qui vise essentiellement à entretenir une logique de division. Par exemple, dans cette logique, les musulmanes et les musulmans seraient porteurs de possibles régressions sociales (remise en question de l'égalité hommes-femmes, retour du religieux, développement de l'obscurantisme, etc.).

Dans l'opposition, le chef de la CAQ n'a pas hésité à user de la peur envers les réfugié.e.s. La frontière du Québec est une « passoire » affirmait-il. Jouant sur la capacité d'intégration des immigrantes et immigrants, François Legault a ainsi proposé de réduire le seuil d'immigration de 10 000 personnes par année et d'introduire un test des valeurs allant même jusqu'à envisager l'expulsion des personnes ayant échoué à ce test. Il a présenté le projet d'une commission d'enquête sur le racisme systémique comme une mise en accusation de racisme adressée à l'ensemble du peuple québécois alors qu'il s'agissait de démontrer la réalité des discriminations vécues par des minorités ethnoculturelles et de tracer les voies de leur dépassement. Par toute une série d'interventions, la CAQ (en concurrence, sur ce terrain, avec le Parti québécois) a contribué à conforter les sentiments anti-immigration et les réflexes xénophobes.

Les politiques du gouvernement Legault sur l'immigration sont centrées sur la défense des intérêts des affairistes. En atteste le discours sur une immigration « utile » qui satisfasse aux besoins d'entreprises ciblées. À cet égard, la loi 9 vise à sélectionner des demandeurs sur la base de critères de plus en plus pointus axés sur leur capacité à répondre à des offres d'emplois précises. Dans d'autres secteurs, la loi ouvre la voie à une immigration « temporaire » qui ne donne pas accès à la protection des normes du travail. C'est d'ailleurs cette même logique qui incite François Legault à exiger du gouvernement fédéral d'augmenter la proportion d'immigrantes et d'immigrants économiques en réduisant la proportion des réfugié.e.s. Sur ces questions, le gouvernement de la CAQ est également en phase avec les orientations néolibérales.

La laïcité à la Legault : un pan d'une politique identitaire stigmatisante

En juin 2019, François Legault fait adopter – sous le bâillon – une loi interdisant le port de signes religieux ostensibles chez les juges, les procureur.e.s de la Couronne, les personnes policières et gardiennes de prison, comme le recommandait la commission Bouchard-Taylor en 2008. Il ajoute à cette liste les enseignantes et enseignants du primaire et du secondaire de l'école publique². La Loi sur la laïcité de l'État (loi 21) impose aux minorités – tout le monde comprend que ce sont ici les femmes musulmanes portant un foulard qui sont principalement visées – travaillant dans des positions d'autorité ou aux enseignantes d'adopter la façon de vivre et de s'habiller de la majorité. Il impose une norme identitaire qui les rend « invisibles » (au risque sinon de perdre leur emploi) au nom de l'universel et de l'égalité. Dans cette perspective, la laïcité devient une police d'assurance contre des valeurs et des cultures importées par les immigrantes et les immigrants. Au lieu de renforcer la reconnaissance de leur apport et l'ouverture de la société, cette loi ne fait que nourrir les sentiments de rejet. La laïcité identitaire que défend la CAQ va à l'encontre de ses prétentions à la neutralité en faisant le jeu d'une droite plus radicale.

III. Les fausses pistes que la Coalition avenir Québec nous prépare

La CAQ a promis de relancer le Québec sur le terrain économique et sur la prise en main de son propre avenir. Mais Ottawa veille au grain. La CAQ reste prisonnière de son rôle de « commis voyageur » au service des multinationales en défendant des accords de libre-échange qui permettront à ces dernières de renforcer leur mainmise sur l'économie du Québec. Cette réalité fragilise ainsi les prétentions autonomistes du premier ministre du Québec.

La CAQ promet de lutter contre les changements climatiques en tentant habilement d'associer les secteurs les plus modérés du mouvement écologiste à sa démarche. Simultanément, François Legault compte sur le gaz naturel comme énergie de transition. Il a déjà donné son appui à la construction d'un gazoduc qui traverserait le Québec et ne se fait pas plus ambitieux que les libéraux sur les cibles de CO₂ en matière de gaz à effet de serre. Le fait de vouloir s'allier à des gouvernements conservateurs ailleurs au Canada laisse sceptique sur ses intentions réelles de résister au projet de pipeline de l'Alberta. Le « développement durable », c'est manifestement la croissance sans fin. Sur ce plan également, la CAQ nous prépare des lendemains qui déchantent.

La CAQ s'est engagée à réformer le mode de scrutin. Maintenant majoritaire au parlement avec 74 député.e.s, mais seulement 34 % des votes, le parti de François

2 Le gouvernement Legault considère que les enseignantes et enseignants sont en position d'autorité, même s'il ne s'agit pas d'une autorité coercitive, contrairement à la position du rapport de la Commission Bouchard-Taylor.

Legault comme tous les autres avant lui s'est mis à douter de l'urgence d'une telle réforme au point de parler d'un référendum qui ferait l'objet ultérieurement d'un projet de loi, ce qui laisse croire que les prochaines élections se tiendront dans le cadre du mode de scrutin actuel.

La CAQ a annoncé que sa loi sur la laïcité mettrait fin aux débats sur cette question. Mais on voit déjà que cette loi exacerbera les tensions dans la société québécoise et que de durs combats devront être menés pour que les discriminations et les injustices ne soient pas aggravées par cette loi.

Il en est de même de la loi 9 sur l'immigration³ qui accorde beaucoup de pouvoir aux entreprises. Désireux de réduire davantage le seuil des réfugié.e.s, l'actuel gouvernement du Québec s'inscrit dans la logique de la « forteresse assiégée », ce qui pave la voie à des politiques discriminatoires ne pouvant conduire qu'à l'exacerbation des tensions entre communautés et à des préjugés renforcés envers les minorités.

En dépit de ses prétentions, la Coalition avenir Québec n'annonce rien de radieux à l'horizon. Contre tous les naufrages que ce gouvernement nous prépare, une seule réponse s'impose : résister, et pour cela, bâtir l'unité de la majorité populaire contre les politiques de division de l'oligarchie régnante.

3 Le nom officiel de la loi adoptée le 16 juin 2019 est : Loi visant à accroître la prospérité socio-économique du Québec et à répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par une intégration réussie des personnes immigrantes. NdR